

Brochure n° 3084 | Convention collective nationale

IDCC : 1431 | **OPTIQUE-LUNETTERIE DE DÉTAIL**

**Avenant n° 3 du 22 avril 2021**

à l'accord du 21 avril 2005  
relatif à l'accès des salariés  
à la formation professionnelle continue tout au long de la vie

NOR : ASET2150693M

IDCC : 1431

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNOF ;**

**ROF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNECS CFE-CGC ;**

**CFTC CSFV ;**

**FS CFDT ;**

**CGT FCS ;**

**FEC UNSA,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le présent avenant modifie l'article 5.3 de l'accord du 21 avril 2005 relatif à l'accès des salariés à la formation professionnelle continue tout au long de la vie, modifié par avenant du 20 mai 2020.

Cet avenant a pour objet de mettre à jour une certification dans la liste des certifications professionnelles éligibles dans la branche à la reconversion ou promotion par alternance (appelée Pro-A).

**Article 1<sup>er</sup>**

À l'alinéa 9 de l'article 5.3. la certification « titre assistant(e) technique en audioprothèse (niveau 4, code RNCP21703) » est remplacée par la certification « titre assistant(e) technique en audioprothèse (niveau 4, code RNCP34641) ».

## Article 2

Les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de dispositions spécifiques-types telles que prévues à l'article L. 2261-23-1 du code du travail pour les entreprises de moins de 50 salariés.

## Article 3

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, entrera en vigueur au lendemain de la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Il pourra être révisé ou dénoncé selon les règles en vigueur.

## Article 4

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le texte du présent avenant sera déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris et aux services centraux du ministre chargé du travail.

## Article 5

L'extension de l'avenant est sollicitée conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

*Fait à Paris, le 22 avril 2021.*

(Suivent les signatures.)